



Carré Vert
45 rue Kléber
92300 Levallois Perret

ASSOCIATION EHPAD LES GLENANS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION EHPAD LES GLENANS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 1 rue des Guivettes - 44126 HAUTE GOULAINNE
N° SIREN : 515 225 951

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association EHPAD Les Glénans,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association EHPAD LES GLENANS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans le paragraphe « CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES » de l'annexe des comptes annuels concernant le reclassement de fonds propres des sections dépendance et soins initialement en gestion libre vers la gestion contrôlée.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente Administratrice unique.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 11 juin 2025

DocuSigned by:

 3DCD59F6CF01441...

Jérôme EUSTACHE

Associé



Ehpad Les Glénans

1 rue des Guivettes
44126 HAUTE-GOULAIN

Comptes Annuels

Arrêtés au 31 décembre 2024
Exercice du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024

BILAN

Entité juridique	Ehpad Les Glénans	Période	31/12/2024
Etablissement	91 - Ehpad Les Glénans	Page	1

Bilan Actif

	Brut	Amort. & Dépréciations	31/12/2024	31/12/2023
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles	20 582	5 582	15 000	15 000
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'Usufruit				
Concessions, Logiciels, droits & valeurs similaires	5 582	5 582		
Fonds commercial	15 000		15 000	15 000
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	3 757 812	1 782 488	1 975 323	2 046 521
Terrains	25 000		25 000	25 000
Constructions	3 359 317	1 508 598	1 850 718	1 929 426
Installations techniques, matériels et outillage	162 975	114 705	48 270	46 466
Autres immobilisations corporelles	210 520	159 185	51 336	45 629
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	3 778 394	1 788 070	1 990 323	2 061 521
Comptes de liaison				
Stocks				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commande				
Créances	86 016		86 016	126 936
Créances usagers et comptes rattachés	53 293		53 293	52 856
Créances reçues par legs ou donations				
Autres Créances	32 723		32 723	74 080
Valeurs mobilières de placement et Instruments de Trésor.				
Disponibilités	177 613		177 613	194 955
Charges constatées d'avance	3 530		3 530	2 868
TOTAL ACTIF CIRCULANT	267 159		267 159	324 760
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	4 045 553	1 788 070	2 257 483	2 386 281

Entité juridique	Ehpad Les Glénans	Période	31/12/2024
Etablissement	91 - Ehpad Les Glénans	Page	2

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	79 857	79 857
- Fonds Propres statutaires		
- Fonds Propres complémentaires	79 857	79 857
Fonds propres avec droit de reprise	250 000	
- Fonds Propres statutaires		
- Fonds Propres complémentaires	250 000	
Ecart de réévaluation		
Réserves	50 408	50 408
- Réserves légales		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves pour projet de l'entité		
- Réserves des ESMS sous gestion contrôlée	50 408	50 408
- Autres réserves		
Report à nouveau	-179 995	-34 116
- Reports à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée	4 467	1 831
- Autres reports à nouveau	-184 462	-35 947
Résultat de l'exercice	-210 041	-145 879
- Activités en gestion contrôlée		
- Autres activités	-210 041	-145 879
Situation Nette	-9 772	-49 730
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	28 009	35 011
Provisions réglementées		
Autres fonds propres		
FONDS PROPRES	18 237	-14 719
COMPTES DE LIAISON		
FONDS DEDIES OU REPORTES	33 127	34 730
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	33 127	34 730
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
DETTES	2 206 118	2 366 270
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1)	1 795 031	1 932 292
Emprunts et dettes financières divers	46 500	45 000
Avances et acomptes reçus sur commande en cours		
Dettes des legs ou donations		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	216 956	230 941
Dettes fiscales et sociales	124 598	123 160
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 593	25 648
Autres dettes	18 441	9 230
Produits constatés d'avance		
TOTAL GENERAL	2 257 483	2 386 281
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		

Compte de Résultat

Entité juridique	Ehpad Les Glénans	Période	31/12/2024
Etablissement	91 - Ehpad Les Glénans	Page	3

Compte de résultat (Première partie)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation	2 103 464	2 086 719
Cotisations		
Ventes de biens et services	907 244	875 188
- Ventes de biens		
Ventes de marchandises		
Ventes de produits (Finis, intermédiaires, résiduels)		
Ventes de dons en nature		
- Ventes de prestations de service	907 244	875 188
Travaux et Refacturations de charges locatives		
Prestations de Service		
Parrainages		
Produits des activités annexes hors forfaits journaliers	34 818	40 503
Autres prestations de service	872 425	834 685
Produits de tiers financeurs	1 154 330	1 135 525
- Concours publics	1 131 510	1 114 934
Prix de journée / Tarifs Journaliers	340 078	322 162
Dotation Globale de Financement	791 432	792 773
Autres produits de tarification		
- Subventions d'exploitation	22 615	20 590
- Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable		
- Ressources liées à la générosité du public	205	
Dons manuels	205	
Mécénats		
Legs, donations et assurances vie		
- Contributions financières		
Production Stockée		
Production Immobilisée		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	6 549	3 337
Utilisation des fonds dédiés	6 110	17 123
Autres produits de gestion courante	29 231	55 547
Charges d'exploitation	2 281 218	2 198 428
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	-3 053	2 836
Variation de stocks matières premières et autres approvisionnements		
Autres achats et charges externes	745 842	718 223
Aides financières	389	183
Impôts, taxes et versements assimilés	45 938	42 747
Salaires et traitements	955 187	914 153
Charges sociales	369 671	353 359
Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	161 841	153 974
- Sur immobilisations : dotations de dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations de dépréciations		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Reports de fonds dédiés	4 507	12 354
Autres charges d'exploitation	896	598
RESULTAT D'EXPLOITATION	-177 754	-111 708
Quote part de résultat sur opérations faites en commun		
Excédent ou déficit transféré		
Déficit ou excédent transféré		

Entité juridique	Ehpad Les Glénans	Période	31/12/2024
Etablissement	91 - Ehpad Les Glénans	Page	4

Compte de résultat (Seconde partie)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers		4
Produits financiers de participation		
Produits financiers autres valeurs mobilières de créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		4
Reprises sur provisions et transferts de charges financières		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	32 212	34 175
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	32 212	34 175
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		
RESULTAT FINANCIER	-32 212	-34 171
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-209 966	-145 879
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises de provisions et transferts de charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles	75	
Sur opérations de gestion	75	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-75	
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
EXCEDENT OU DEFICIT	-210 041	-145 879
TOTAL DES PRODUITS	2 103 464	2 086 724
TOTAL DES CHARGES	2 313 505	2 232 603
EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Charges		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		

Annexes

ANNEXE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan	2 257 483 €
- Total des produits	2 103 464 €
- Résultat de l'exercice – Déficit	- 210 041 €

L'exercice a une durée de 12 mois et s'étend du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels établis par le Conseil d'Administration de l'Association.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

Réf.	Nature des informations	Produites	Non produites, car	
			NS	NA
PRESENTATION DE LA STRUCTURE		X		
FAITS CARACTERISTIQUES		X		
EVENEMENTS POST CLOTURE		X		
CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE		X		
PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION		X		
NOTES SUR LE BILAN				
Note 1	Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 2	Amortissements des Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 3	Etat des créances & dettes	X		
Note 4	Fonds Propres	X		
Note 5	Provisions & Dépréciations			X
Note 6	Fonds dédiés	X		
Note 7	Charges à Payer	X		
Note 8	Produits à recevoir	X		
Note 9	Bilan Financier	X		
Note 10	Tableau de flux de trésorerie	X		
Note 11	Résultat Effectif Global	X		
Note 12	Charges et produits constatés d'avance	X		
Note 13	Résultat exceptionnel	X		
Note 14	Subventions et Concours Publics	X		
Note 15	Effectif	X		

PRESENTATION DE L'ENTITE

L'Association EHPAD Les Glénans est une association loi 1901 non reconnue d'utilité publique.

L'association a pour objet :

- L'assistance et l'aide en faveur des personnes âgées malades ou handicapées, du canton de Haute Goulaine et des cantons limitrophes ;
- Le maintien dans ces Cantons de ces personnes à domicile, ou en les hébergeant dans une maison d'accueil ;
- D'une manière générale, toutes les actions permettant le maintien d'une vie sociale dans le Canton Haute Goulaine.

Afin de réaliser son objet, l'association se propose de recourir aux moyens d'actions suivants :

- La gestion et le développement d'une maison de retraite et d'accueil des personnes âgées ;
- La préparation de repas notamment pour les personnes âgées à leur domicile ;
- L'emprunt de toutes sommes nécessaires au fonctionnement de la maison de retraite ;
- Le partenariat avec d'autres organismes poursuivant des buts identiques, similaires et/ou complémentaires.

Elle gère un EHPAD proposant 40 places d'hébergement permanent, avec une capacité d'exploitation à 46 lits. Cette situation est connue des autorités. En date du 23 février 2024, une demande a été formulée auprès de l'autorité aux fins d'obtenir une autorisation à 46 lits avec les financements associés.

L'autorisation ou le renouvellement de l'exploitation date du 04/01/2017.

FAITS CARACTERISTIQUES

Soutien de trésorerie

Versement par Groupe SOS Seniors d'une avance de trésorerie sur l'exercice à hauteur de 250 k€ sans quoi l'association Ehpas Les Glénans, avance transformée en AFADR à la clôture de l'exercice 2024 afin de reconstituer les fonds propres à +18 k€ au 31/12/24.

Soit une augmentation des fonds propres de 250 k€ sous forme d'apport en fonds associatif avec droit de reprise suit à l'abandon de créance de Groupe SOS Seniors.

Aide gouvernementale de limitation de la hausse de l'Energie

L'association a bénéficié du dispositif de Bouclier Tarifaire au titre de l'électricité sur l'exercice 2024 dont le montant constaté dans les comptes s'élève à 5 k€.

EVENEMENTS POST CLOTURE

CPOM

L'instruction DGCS du 07/02/25 prévoit :

- la suspension de la signature des CPOM EHPAD dans l'attente de l'aboutissement des travaux nationaux de simplification qui seront menés dans le courant de l'année 2025
- les CPOM en cours de négociation seront poursuivis
- les CPOM déjà signés restent en vigueur et, pour ceux arrivant à échéance en 2025, un avenant de prolongation sera signé afin d'assurer la continuité du cadre contractuel.

Aucunes négociations n'avaient débuté avant la parution de cette instruction.

En date du 06/02/2025, l'Association a réceptionné un mail de la Direction de l'Autonomie l'informant de la reconduction tacite du CPOM pour une durée d'un an, soit jusqu'au 22/01/2026.

A compter de janvier 2026 et pour une durée d'un an, un avenant de prorogation serait élaboré.

Mesure de tarification différenciée pour l'hébergement

Le 9 avril 2024, la loi portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir est publiée. Comme prévu par cette loi "bien-vieillir", à compter du 1er janvier 2025, les Ehpad habilités à l'aide sociale pourront fixer plus simplement un tarif hébergement plus élevé pour les résidents ne relevant pas de l'aide sociale. Ainsi, le cadre réglementaire du tarif différencié en Ehpad vient d'être largement modifié. En effet, l'article 24 de la loi du 8 avril 2024 "portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir et de l'autonomie" rénove en profondeur cette pratique au sein des Ehpad habilités à l'aide sociale à l'hébergement (ASH).

Plus précisément, à compter du 1er janvier 2025, date d'entrée en vigueur de la mesure, ces établissements pourront plus aisément différencier le tarif hébergement appliqué aux nouveaux résidents ne relevant pas de l'ASH. Ils pourront leur facturer un tarif plus élevé que le montant "ASH" qui, lui, restera fixé par le département.

Ainsi l'adaptation des tarifs différenciés en EHPAD dans le cadre de l'application de la loi « Bien Vieillir » d'avril 2024 nous semble tout à fait adaptée et pertinente. En espérant que ce dispositif ne contraindra pas nos pratiques actuelles de surloyer solidaire.

Le décret d'application, encadrant la liberté tarifaire permise par ce nouveau dispositif, publié le 31/12/24, fixe un écart entre le prix libre et le tarif fixé par le conseil départemental ne pouvant excéder 35%.

Toutefois, le règlement départemental d'aide sociale pourra se voir modifié et fixer un écart à un taux moindre. Pour beaucoup de départements, nous sommes au regret de constater la fixation d'un taux moindre par les départements et voir exiger l'encadrement de cette tarification différenciée par la signature d'une nouvelle convention d'aide sociale.

Une attention particulière est portée au terme de nos conventions HAS en vigueur actuellement et pour lesquelles les nouvelles dispositions et positions des conseils départementaux pourraient nous être défavorables en nous imposant des tarifs moindres aux tarifs pratiqués dans le cadre du surloyer solidaire.

Précurseur de cette mesure, suite à notre sollicitation en date du 24 juin 2019 auprès du Président du conseil départemental, nous avons signé, en date du 22 juin 2020, une nouvelle convention d'habilitation à l'aide sociale introduisant la tarification modulée en fonction des ressources des résidents, pour les places non occupées par les bénéficiaires de l'aide sociale. Cette convention encadre les tarifs librement fixés par le gestionnaire en imposant à ce dernier un tarif plafond à ne pas dépasser (66.52 € TTC base 2020), plafond qui se voit revalorisé au 1er janvier de chaque année du taux d'évolution ministériel. Cette convention a été conclue pour une durée de 5 années.

Projet extension

Cette association présente des déficits structurels du fait de sa faible capacité 46 lits dont seuls 40 font l'objet d'un financement. Une étude de faisabilité concernant la possible extension de la capacité de l'établissement « Les Glénans » a été confiée à la Coopérative Immobilière dans l'hypothèse d'une extension de 14 à 28 lits.

CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

- a) Changement de méthode comptable et de présentation n'empêchant pas la comparaison

Afin de se conformer au plan comptable M22 BIS applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés, la Fondation a reclassé les comptes #110 « report à nouveau » des sections dépendance et soins dans un compte #115 « report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée » pour un total de 529 K€.

- b) Changement d'estimation comptable

Néant.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1. PRINCIPES COMPTABLES

- a) Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés conformément au règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2016-07 du 4-11-2016 de l'Autorité des normes et dans le respect du principe de prudence, de la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, de l'indépendance des exercices, et la continuité de l'exploitation.

- b) Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, complété par les règlements ANC n°2019-04, n°2020-08 et 2022-04.
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif.
- De l'instruction n° D.G.A.S./SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires ;
- De l'arrêté du 28 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L 312.1 du code de l'action sociale et des familles.

- c) Principes comptables sectoriels

Néant.

2. LES PRINCIPALES METHODES UTILISEES ONT ETE LES SUIVANTES :

a) Immobilisations :

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements ont été pratiqués suivant le mode linéaire sur la valeur d'acquisition des biens. Cette méthode a été jugée opportune sans qu'il soit nécessaire de retenir une valeur de cession.

Les amortissements sont calculés en fonction de leur durée normale d'utilisation :

- Concessions, brevets, licences	3 ans
- Construction	10 à 60 ans
- Agencement et aménagement des terrains	10 à 15 ans
- Installations générales	5 à 25 ans
- Véhicules de transport	5 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
- Mobilier	5 à 10 ans
- Matériel services généraux	5 à 10 ans

L'amortissement est pratiqué à compter de la mise en service de l'élément d'actif à amortir selon la règle du prorata temporis.

b) Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

c) Créances et dettes :

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

d) Apports avec Droits de reprise

Apports Reçus avec Droit de Reprise : ils sont constatés au passif du bilan dans les fonds propres complémentaires. Les engagements liés au droit de reprise sont précisés dans la note 3-a – engagements donnés.

e) Subventions d'Investissement

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements, sont comptabilisées au passif du bilan en subvention d'investissement.

Ces subventions sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés.

f) Provisions réglementées

Ces provisions sont constituées en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du C.A.S.F.).
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du C.A.S.F.).

- Amortissements dérogatoires.
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F.)

f.1) Couverture du Besoin en Fonds de Roulement

En application de l'article R.314-48 du C.A.S.F., les provisions réglementées, destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement ou pour faire face à des difficultés de trésorerie en ayant recours à l'emprunt, peuvent être constituées en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification.

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de tarification.

A ce jour l'ensemble des provisions a fait l'objet d'une autorisation préalable par l'autorité de tarification. Cette provision n'a pas été mouvementée en 2024.

f.2) Renouvellement des immobilisations

En application de l'article D.314-206 du C.A.S.F., une provision pour renouvellement des immobilisations peut être comptabilisée en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification. Elle est destinée à compenser les charges d'amortissement et les frais financiers liés à la réalisation d'un investissement à venir.

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de tarification.

Cette provision n'a pas été mouvementée en 2024.

f.3) Réserves des plus-values nettes d'actifs

En application des articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F., les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé » et les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif circulant peuvent être constituées ».

A la clôture, aucune provision n'est constatée.

Un traitement comptable identique est pratiqué pour les plus-values constatées sur les éléments d'actif circulant (valeurs mobilières de placement).

Le détail des provisions réglementées est communiqué en note 5 de l'annexe.

g) Provision pour risques et charges :

Des provisions sont constituées dès lors qu'un risque d'un montant significatif est connu (litige social ou risque de reversement de subventions par exemple).

Le détail des provisions pour risques et charges est communiqué en Note 5.

h) Provisions pour indemnité de départ en retraite :

Les modalités de calculs de l'évaluation actuarielle ont été les suivantes :

- Prise en compte d'un taux d'actualisation de 3.38%,
- Coefficient de calcul de l'indemnité en application de la Convention Collective applicable à l'Association,
- L'âge de départ à la retraite est fixé à 67 ans,
- Application d'une probabilité de présence jusqu'à la retraite (rotation),
- Taux de charges sociales et fiscales retenu à 36%
- Il est tenu compte du salaire du mois de décembre en appliquant à celui-ci le nombre d'années acquis au 31 décembre divisé par le nombre d'années restant à courir avant l'âge du départ à la retraite.

L'évaluation des engagements hors bilan évalués pour l'ensemble du personnel présent au 31 décembre 2024 est communiqué en note 3-a ci-après.

i) Fonds dédiés :

Les fonds dédiés, enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits la quote-part de fonds dédiés sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation financée.

Le détail des fonds dédiés est communiqué en Note 6.

j) Dettes provisionnées pour congés à payer :

Le montant de la provision pour Congés à Payer est comptabilisé conformément à la réglementation comptable.

3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

a) Engagements hors bilan

- Engagements de retraite

La part des engagements de retraite non comptabilisée à la clôture s'élève à 75 752 €. Les modalités d'estimation sont indiquées dans la note 2-h ci-avant de l'annexe.

- Intérêts restant à courir sur emprunts et dettes financières

Les intérêts restants dus s'élèvent à 230 972 euros et se répartissent ainsi :

Répartition des intérêts restants dus	Montant brut	1 an au plus	à plus d'un an moins de 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts participatifs (mis dans les capitaux propres)				
Emprunts obligataires				
Emprunts auprès des établissements de crédit	230 792	30 138	100 421	100 234
Emprunts et dettes financières divers				
Autres dettes				
TOTAL	230 792	30 138	100 421	100 234

- Engagements donnés aux établissements financiers

Dettes garanties par des suretés réelles données :

Hypothèque de 3ème et 4ème rang sur un ensemble immobilier de trois bâtiments situés à Haute-Goulaine :

Engagements hors bilan donnés	Valeur initiale	Valeur au 31-12
Hypothèque sur des dettes de l'entité	2 561 800,00	1 794 857,82
Hypothèque sur des dettes Groupe		-
Hypothèque sur des dettes d'entités Hors Groupe		
Privilège de prêteur de deniers		
Total	2 561 800,00	1 794 857,82

b) Volontariat Associatif

Dans le cadre de la loi N° 2006-584 du 23 mai 2006, les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés n'est pas fourni car cela reviendrait à donner des informations de caractère individuel.

Le Président Administrateur Unique de l'association est bénévole et n'a pas perçu à ce titre ni rémunération, ni avantages en nature.

c) Honoraires de Commissariat aux Comptes

Le montant des honoraires comptabilisé au sein du compte du résultat :

- pour la part des honoraires liés à la mission de contrôle légal des comptes sociaux s'élève à 8 204 €, T.V.A. non récupérable incluse,

d) Charges liées à l'impôt

La charge d'impôt est due :

- A la possession des participations des entités lucratives détenues (secteur financier distinct) ;
- Aux activités accessoires réalisées.

Il n'y a pas de charge constatée au titre de l'exercice.

e) Tableau des Filiales :

Néant.

Note 3 - Etat des Créances et Dettes

ETAT DES CREANCES	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux			
Usagers, clients et comptes rattachés	53 293	53 293	
Créances reçues par legs ou donations destinés à être cédés			
Personnel & comptes rattachés	936	936	
Sécurité sociale et autre organismes sociaux			
Etat et collectivités publiques	21 981	21 981	
Groupe et associés			
Autres créances	9 806	9 806	
Charges constatées d'avance	3 530	3 530	
TOTAL GENERAL	89 547	89 547	
(1) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice			
- Remboursements obtenus en cours d'exercice			

ETAT DES DETTES	Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 an au plus	à plus d'un an moins de 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunt obligataire (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 795 031	137 463	460 941	1 196 627
Emprunts et dettes financières divers (2)	46 500		46 500	
Dettes des legs ou donations				
Fournisseurs et comptes rattachés	216 956	216 956		
Personnel & comptes rattachés	44 984	44 984		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	72 194	72 194		
Etat et collectivités publiques	7 419	7 419		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 593	4 593		
Groupes et associés				
Autres dettes	18 441	18 441		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	2 206 118	502 050	507 441	1 196 627
(2) Montant :				
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	137 250			

Entité juridique	Ehpad Les Glénans
Etablissement	91 - Ehpad Les Glénans

Période	31/12/2024
Page	A3

Note 4 - Tableau de variation des Fonds Propres

NATURE	Montant début exercice	Affectation résultats	Retraitements	Transfert Association ou Mutualisation CPOM	Fusions / Reprises	Variations Périmètre Fusions / APA hors Groupe	Dotation / Augmentation	Reprise / Diminution	Montant fin exercice
Fonds propres									
Fonds propres sans droit de reprise	79 857								79 857
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires	79 857								79 857
Fonds propres avec droit de reprise							250 000		250 000
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires							250 000		250 000
Ecarts de réévaluation									
Réserves	50 408								50 408
Réserves légales									
Réserves statutaires ou contractuelles									
Réserves pour projet de l'entité									
Autres réserves (dont investissement)									
Réserves ESMS sous gestion contrôlée	50 408								50 408
Investissement	30 179								30 179
Compensation									
Compensation des charges d'amortissement									
Trésorerie	20 230								20 230
Report à nouveau	-34 116	-145 879							-179 995
Report à nouveau des ESMS sous contrôle de tiers	1 831	-33 212	35 848						4 467
Résultats soumis à approbation des autorités de tarification	16 899	-35 429	35 848						17 318
Charges rejetées par l'autorité									
Charges dont la prise en compte est différée	-15 068	2 217							-12 851
Autres Reports à nouveau	-35 947	-112 667	-35 848						-184 462
Activités des ESMS sous gestion libre	-35 947	-112 667	-35 848						-184 462
Autres activités									
Résultat de l'exercice	-145 879	145 879						-210 041	-210 041
Activités ESMS sous gestion contrôlée									
Autres activités	-145 879	145 879						-210 041	-210 041
Situation nette	-49 730	-0					250 000	-210 041	-9 772
Fonds propres consommables									
Subventions	35 011							-7 002	28 009
Provisions réglementées									
Autres fonds propres									
TOTAL	-14 719	-0					250 000	-217 044	18 237

Entité juridique	Ehpad Les Glénans
Etablissement	91 - Ehpad Les Glénans

Période	31/12/2024
Page	A5

Note 6 - Fonds Dédiés

Nature	Fonds à engager en début d'exercice A	Reports B	Utilisations		Transferts D	Fusions / APA Groupe E	Variations Périmètre Fusions / APA hors Groupe F	Fonds restant à engager en fin d'exercice G=A+B+C+D+E+F	Dont Fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exercices
			Montant Global C	Dont Remboursement					
Immobilisations	1 354	3 197						4 551	
Immobilisations acquises	600		-200					400	
Financement formation	11 654		-960					10 694	10 694
FD s/ contributions d'ATC	13 609	3 197	-1 160					15 646	10 694
Immobilisations									
Immobilisations acquises	21 122	333	-4 950					16 505	
Prevention		977						977	
FD s/ subventions	21 122	1 310	-4 950					17 482	
FD s/ contributions fin. d'autres organismes									
FD liés aux legs et donations									
FD s/ ressources liées à la générosité du public									
Total	34 730	4 507	-6 110					33 127	10 694

Entité juridique	Ehpad Les Glénans
Etablissement	91 - Ehpad Les Glénans

Période	31/12/2024
Page	A6

Note 7 - Charges à Payer

Rubriques	Montant Net
Emprunt obligataires	
Emprunts - Intérêts courus	173
Trésorerie - Intérêts courus à payer	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	173
Emprunts et dettes financières divers - Intérêts courus	
Comptes courants - Intérêts à payer	
Emprunts et dettes financières divers	
Fournisseurs d'exploitation - Factures non parvenues	108 829
Dettes provisionnées pour congés à payer, RTT, autres congés et charges sociales et fiscales liées	52 694
Personnel - autres charges à payer	9 115
Etat - autres charges à payer	133
Dettes fiscales et sociales	61 942
Fournisseurs d'immobilisation - Factures non parvenues	
Clients - avoirs à établir	
Divers - charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	170 943

Note 8 - Produits à recevoir

Rubriques	Montant Net
Créances rattachés à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances usagers et comptes rattachés	10 379
Fournisseurs - RRR à obtenir et avoirs non reçus	5 642
Personnel - produits à recevoir	
Organismes sociaux IJSS	
Etat Produits à recevoir	
Subvention à recevoir	
Comptes courants produits à recevoir	
Divers - produits à recevoir	3 850
Autres créances	9 492
Valeur mobilières de placement	
Placements - Intérêts courus à recevoir	
TOTAL	19 871

Note 9 - Bilan Financier

BIENS	N	N-1	N-2	FINANCEMENTS	N	N-1	N-2
Biens stables				Financements stables			
Immobilisations incorporelles brutes	20 582	20 582	20 582	Apports, dotations, réserves et fonds propres	329 857	79 857	79 857
Immobilisations corporelles brutes							
- Terrains	25 000	25 000	25 000	Réserves affectées à l'investissement	30 179	30 179	30 179
- Agencements				Réserve de compensation des charges d'amort.			
- Constructions	3 359 317	3 302 346	3 257 082	Subventions d'investissement	28 009	35 011	44 230
- Installations, matériels et outillages	162 975	149 328	114 145	Provisions réglementées			
- Autres immobilisations corporelles	210 520	190 494	188 794	Provisions réglementées des plus values nettes d'actifs			
				Fonds dédiés immobilisations	21 456	23 076	13 913
Immobilisations corporelles et incorporelles en cours				Emprunts - dettes financières	1 794 858	1 932 108	2 067 306
Immobilisations en cours - part investissement PPP				Dépôts et cautionnements reçus	46 500	45 000	46 500
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				Amortissements des immobilisations			
Immobilisations financières				- Incorporelles	5 582	5 582	5 582
Amortissement comptables excédentaires différés				- Agencements des terrains			
				- Constructions	1 508 598	1 372 920	1 243 878
Charges à répartir				- Installations, matériels et outillages	114 705	102 863	94 064
Autres				- Autres immobilisations corporelles	159 185	144 865	128 731
				Dépréciations des immobilisations			
				Dépenses refusées par l'autorité de tarification			
				Autres	-184 462	-71 795	-12 619
Comptes de liaison investissement				Comptes de liaison investissement			
TOTAL II	3 778 394	3 687 751	3 605 602	TOTAL I	3 854 466	3 699 664	3 741 622
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT NÉGATIF (I-II)				FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT POSITIF (I-II)	76 073	11 914	136 019
Actifs stables d'exploitation				Financements stables d'exploitation			
Reports à nouveau déficitaires		9 404	3 800	Réserves et provisions affectées à la couverture du BFR	20 230	20 230	20 230
Résultat déficitaire	210 041	145 879	21 745	Réserves de compensation des déficits			
Créances Glissantes				Résultat excédentaire			
				Résultat excédentaire sous contrôle de tiers financeurs	17 318	59 934	16 899
				Provisions pour risques et charges			
Autres				Fonds dédiés d'exploitation	11 671	11 654	25 586
				Dépréciation des stocks et créances			
				Autres			
TOTAL IV	210 041	155 283	25 545	TOTAL III	49 219	91 818	62 714
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION NÉGATIF (III-IV)	160 823	63 465		FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION POSITIF (III-IV)			37 169
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL NÉGATIF	84 750	51 552		FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL POSITIF			173 188
Valeurs d'exploitation				Dettes d'exploitation			
Stocks				Avances reçues			4 170
Avances et acomptes versés				Fournisseurs d'exploitation	216 956	230 941	114 588
Organismes payeurs, usagers	53 293	52 856	32 462	Dettes fiscales et sociales	124 598	123 160	133 886
Créances diverses d'exploitation	32 723	74 080	19 109	Dettes diverses d'exploitation	18 101	8 641	998
Créances irrécouvrables en non-valeur				Produits constatés d'avance			
Charges constatées d'avance	3 530	2 868	706	Ressources à reverser a l'aide sociale			
Dépenses pour congés payés	12 851	12 851	12 851	Fonds en dépôt par les résidents	339	589	683
Autres				Autres			
TOTAL VI	102 397	142 655	65 129	TOTAL V	359 995	363 331	254 325
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (VI-V)				EXCÉDENT DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (VI-V)	257 597	220 675	189 196
Liquidités				Financements à court terme			
Valeurs mobilières de placement				Fournisseurs d'immobilisations	4 593	25 648	
Disponibilités	177 613	194 955	362 668	Fonds des majeurs protégés			
Régie d'avance				Concours bancaires courants			
				Ligne de trésorerie			
				Intérêts courus non échus	173	184	284
Comptes de liaison trésorerie				Autres			
TOTAL VIII	177 613	194 955	362 668	Comptes de liaison trésorerie			
TRÉSORERIE POSITIVE (VIII-VII)	172 847	169 123	362 384	TOTAL VII	4 766	25 832	284
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	4 268 445	4 180 644	4 058 944	TRÉSORERIE NÉGATIVE (VIII-VII)			
				TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	4 268 445	4 180 644	4 058 944

Entité juridique	Ehpad Les Glénans	Période	31/12/2024
Etablissement	91 - Ehpad Les Glénans	Page	A8

Note 10 - Tableau des Flux de Trésorerie

RUBRIQUES		Total
Trésorerie d'ouverture		169 123
Résultat d'exploitation	-177 754	
+ Amortissements	161 841	
+ Provisions		
+ Fonds Dédiés	-1 603	
+ Autres	-7 002	
Résultat brut d'exploitation	-24 519	
- Charges financières versées	-32 212	
+ Produits financiers reçus		
- Impôt sur les sociétés		
+/- Charges et produits exceptionnels	-75	
+/- Autres		
Capacité d'auto-financement	-56 806	
+/- Variations des stocks		
+/- Variation des créances d'exploitation	40 258	
+/- Variation des dettes d'exploitation	-3 336	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	36 922	
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		-19 884
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
- Acquisitions d'immobilisations	-90 643	
+ Cessions d'immobilisations		
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-90 643
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement		
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
+ Augmentations ou diminutions de capital ou apports en numéraire	250 000	
+ Subventions d'investissement reçues		
+ Emissions d'emprunts		
- Remboursements d'emprunts	-137 250	
+/- Dépôts de garanties reçus	1 500	
+/- Autres variations	0	
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		114 250
+/- Incidence des variations de périmètre		
+/- Incidence des variations de cours des devises		
Trésorerie de clôture		172 847

Note 11 - Tableau de détermination du résultat effectif global

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat comptable sous gestion propre	-210 041	-145 879
Résultat comptable sous gestion contrôlée		
Résultat comptable	-210 041	-145 879
Reprise du résultat Antérieur		
Résultat effectif Global	-210 041	-145 879
dont Résultat Effectif Global sous gestion propre	-210 041	-145 879
dont Résultat Effectif Global sous gestion contrôlée		

Entité juridique	Ehpad Les Glénans
Etablissement	91 - Ehpad Les Glénans

Période	31/12/2024
Page	A10

Note 12 - Charges et Produits Constatés d'Avance

Charges Constatées d'Avance	31/12/2024	31/12/2023
Locations	783	429
Maintenance	2 649	611
Cca Hublo		1 828
Assurance	64	
Autres	33	
TOTAL	3 530	2 868

Produits Constatés d'Avance	31/12/2024	31/12/2023
Subventions		
TOTAL		

Note 13 - Résultat exceptionnel

Résultat Exceptionnel	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Impact	Produits	Charges	Impact
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Immobilisations financières						
QP de subventions des actifs cédés						
Autres opérations exceptionnelles en capital						
Opérations en capital						
Aux amortissements excep. des immo.						
Aux amortissements dérogatoires						
Aux prov. réglementées						
Aux prov. pour risques et charges except.						
Aux dépréciations exceptionnelles						
Dotations et reprises						
Pénalités et amendes		75	-75			
Dons, libéralités						
Opérations de gestion		75	-75			
TOTAL		75	-75			

Entité juridique	Ehpad Les Glénans
Etablissement	91 - Ehpad Les Glénans

Période	31/12/2024
Page	A12

Note 14 - Subventions et Concours Publics

	Concours Publics	Subventions d'Exploitation	Subventions d'Investissement
Europe			
Etat			
Etat - Assurance Maladie - ARS - FMIS	678 928	3 245	
Etat - CAF			
Etat - Dirrecte			
Etat - ASP		15 370	
Régions			
Départements	452 582		
Communes, Villes			
Autres Financeurs		4 000	
TOTAL	1 131 510	22 615	

Entité juridique	Ehpad Les Glénans
Etablissement	91 - Ehpad Les Glénans

Période	31/12/2024
Page	A13

Note n ° 15 - Effectifs

Nombre moyen de salariés	
Direction	1
Administration générale	1
Service Généraux	21
Restauration	
Socio-éducatif	3
Paramédical	11
Médical	1
Autres Fonctions	
TOTAL	39